

## UNE BELLE A.G ...

Que peut-on dire d'une assemblée générale lorsqu'elle réunit près de la moitié des adhérents de notre section (environ 80); de tout âge, actif, retraité. Lorsque nos débats nous emmènent vers des notes d'espoir, de combats à venir.

Avec l'arrivée de nouvelles recrues dans notre commission exécutive, ce sont quatre militants supplémentaires qui vont renforcer notre rayonnement dans le département.

Des débats, des perspectives, un accord unanime sur la lutte nécessaire et une résistance à organiser. La volonté d'utiliser les propres armes de l'administration pour engager les combats futurs et imposer de meilleures conditions de travail et une reconnaissance des qualités et de l'implication de tous les agents de notre DDFiP.

Que peut-on dire d'une AG où nombre des membres de la CE pourraient porter avec brio le flambeau de notre syndicat. Que pouvais-je en dire ? Si ce n'est qu'elle fut « BELLE » !

Dans le feu de l'action, nous sommes rapidement passés sur l'année écoulée pour nous concentrer sur l'avenir, car seuls les combats à mener ont un véritable intérêt.

Forts de notre capacité à unir, à syndiquer (*depuis 12 ans nous sommes chaque année plus nombreux*), et ce, malgré les suppressions d'emploi.

Forts de l'implication des membres de notre CE nous avons mis en perspective les moyens de combattre notre administration dans ce qu'elle a de plus nocif. Une administration meilleure prédatrice pour ses propres agents que pour les fraudeurs. Une mauvaise mère, qui a mis en place au travers du DUERP, du Tableau de bord de veille sociale et autres subterfuges, une protection que j'appelle communément le "parachute ventral" qui n'est en fait là que pour protéger juridiquement nos hauts fonctionnaires. (*voir France Telecom*).

Ces moyens de combattre furent mis en évidence dans les débats en conclusion du diaporama sur « les conditions de vie au travail » que nous ont si bien concocté nos représentants CGT qui siègent au CHS-CT de Charente-Maritime. Au vu de cet éclairage, il nous apparaît indispensable de nous emparer de tous les moyens mis à notre disposition par ces hiérarques si prudents, mais dénués d'empathie. Ainsi, il nous faut signaler de façon intempestive notre mal-être au travail et nos souffrances.

L'aboutissement de cette démonstration et de tous ces constats, c'est la nécessité impérieuse de rentrer en résistance. Ainsi, chaque militant, chaque syndiqué, devra être porteur de ces paroles de progrès et de lutte.

Le DUERP, le tableau de veille sociale, le baromètre social, les réunions de travail sur le même sujet, les évaluations doivent virer au rouge écarlate, car ce ne sont que des supercheries où on ne traite pas des vrais problèmes.

Le combat seul ne suffira pas à la victoire, il nous faudra aussi, et ce, de façon indissociable prendre du temps pour les autres. Exercer cette bienveillance indispensable à notre époque cruelle et déshumanisée.

Pour lutter contre tous ces maux, ne pas perdre espoir, la solution ne sera que collective.

Elle passera aussi par le renforcement de la CGT

Parce que la CGT est le moteur de toutes les luttes, parce qu'il n'y a pas de front syndical fort sans la CGT.

**A NOUS TOUS D'ENFONCER LE CLOU !!!**



# UN AVENIR "LOW-COST" POUR

Il y a quelques mois, nous avons demandé à la direction de nous donner une photographie des services et des changements pour les trois prochaines années. Les restructurations sont devenues un véritable casse-tête. Il faut libérer de la place pour pouvoir procéder au déménagement d'un service, avoir du budget pour effectuer les aménagements et connaître le nombre d'emplois restant.

Ce jeu de massacre est loin d'être simple pour la direction quand elle se trouve en quasi cessation de paiement dès le troisième trimestre, qu'elle subit des suppressions massives de postes et que les politiques demandent d'appuyer de plus en plus sur l'accélérateur sans se préoccuper des conséquences.

Il ne faut pas s'étonner que la direction n'annonce que les restructurations pour 2015 et que les années 2016 et 2017 ressemblent désormais à une photographie floue et ratée. Le cadrage étant difficile à effectuer avec un photographe (le directeur) qui tirera sa révérence début 2015.

Ce plan triennal nous a donc été présenté le mercredi 17 septembre 2014.

## Pour 2015

Pour l'année 2015, la direction devrait s'atteler sur 4 projets.

Voici sous forme de tableau les projets qui nous ont été présentés.

Date	Projet
01/01/2015	Fermeture de la trésorerie d'Aigrefeuille et transfert sur Surgères
01/01/2015	Fermeture de Burie dont l'activité se répartira sur 4 sites (Saintes, Saint Savinien, Saint Jean d'Angely, et Matha
Indéterminée	Transfert de la Trésorerie amende sur la trésorerie de La Rochelle Banlieue.
01/09/2015	Transfert du Service de Publicité Foncière de Rochefort sur le Service de Publicité Foncière de La rochelle.

La Charente-Maritime réforme à tour de bras mais sans aucun budget d'accompagnement supplémentaire. Comme pour Rochefort, nous avons des craintes que ces restructurations se traduisent pour les agents par une très forte dégradation de leurs conditions de travail.

## PLAN TRIENNAL MADE IN DGFIP



Chaque regroupement sera accompagné de pertes de postes, de surcharge de travail voire comme pour les Services de Publicité Foncière (SPF) par une bordélisation complète.

En effet, malgré les promesses répétées de la centrale et de ses services informatiques, la fusion des SPF se traduit toujours par le maintien de l'existant au niveau des applications informatiques. Deux comptabilités à tenir et, deux services à gérer. On continue l'exercice à marche forcée en supprimant des postes alors que dans la réalité il n'y a eu aucune fusion effective de service (à part le chef de service) et aucun gain de productivité réelle.

Nous n'irons pas plus loin dans les critiques sans savoir combien de postes seront supprimés au passage, sans connaître les plans d'aménagements des services accueillants, sans avoir une idée du budget de misère qui sera dégagé pour ces opérations. Le retour d'expérience de restructurations effectuées au cours de l'année 2014 ne peut que nous rendre

# LA CHARENTE-MARITIME

très pessimistes sur celles-ci.

Ne nous y trompons pas, nous entamons collectivement un vrai chemin de croix. Si nous voulons nous sortir de cette ornière, il faudra une réponse collective forte et déterminée. Celles-ci sera longue et elle devra peut-être prendre le chemin de la judiciarisation si cela s'avère nécessaire. La CGT n'a jamais eu l'habitude de courber l'échine au cours de son histoire et elle ne va pas commencer. Surtout quand elle constate que ce sont les agents de base qui paient le prix de ces réformes sur leur propre santé. Ceci étant dit, continuons les annonces de détricotage de notre réseau départemental.

## POUR 2016 ET 2017

On accélérera gentiment la fausse fusion des SPF. Pour simplifier, on vire les petites SPF pour les empiler dans des plus gros sites. Jonzac devrait rejoindre Saintes en 2016. Saintes devrait contenir trois SPF, SAINTES 1, SAINTES 2 et SAINTES 3. Vu l'état actuel du réseau des SPF, on peut prendre le pari que ces trois services dépasseront les 100 jours de retards si on continue à sucrer les postes et si le marché immobilier sort de sa torpeur. Le site de Marennes devrait garder sur cette période son SPF.

On va continuer à supprimer allègrement les petites trésoreries. Notre département étant un très mauvais élève en terme de densification du réseau. En 2014, 22 trésoreries ont fermées définitivement leurs portes sur le territoire national, 4 se situant dans le 17.

La direction compte regrouper l'activité hospitalière des trésoreries sur deux pôles (Saintes et La Rochelle) mais il y a encore des blocages notamment dans le sud du département.

Autre grand chantier, c'est le regroupement des services de la direction sur l'immeuble de l'ARS situé à Fetiily. Nous devrions entrer dans le temps des compromis de vente et des évaluations domaniales si rien ne vient gripper cette mécanique.

## ET NOTRE AVENIR ?

On nous pose souvent la question de la future cartographie du département à moyen terme. Les groupes de travail sur la démarche stratégique qui se sont déroulés ces derniers mois à la centrale nous permette de l'entrevoir et de la supputer.

Le département devrait s'articuler autour d'un axe Saintes/La Rochelle ou se concentreront les services classiques (SIE, SIP-CDIF, SPF). Le nombre des trésoreries devraient se réduire très fortement comme les services de la direction.

Quant au dimensionnement des CDFP restants (Saint Jean d'Angely, Marennes, Jonzac, Rochefort et Royan) difficile de savoir qui gardera encore des SIE quand on sait que certains départements commencent à les regrouper quand le nombre d'agents et d'articles est devenu trop faible. Plus on videra les SIE de leurs missions, plus on imposera de force les fusions. Le scannage des 2042, la mise en place des centres de services de contact téléphonique, la régionalisation de certaine mission (DRH, budget, contrôle fiscal et ...) préfigure cet avenir.

Un avenir qui rime avec une administration Low cost ou la proximité devrait se résumer à un mail, un téléphone, ou, dans le meilleur des cas, à une borne interactive dans un bureau de tabac ou de la poste pour la grande majorité de nos concitoyens. Les habitants des grands centres urbains auront quant à eux la chance de se coltiner des services débordés avec une réception physique où la patience sera de mise.







# ROULER POUR MIEUX ÊTRE ROULÉ "CONTE DE FÉES PRIVATISABLE"

L'intérêt général est devenue une vieille lune dans nos contrées. Un conte de fées que l'on raconte aux consciences citoyennes pour qu'elles restent endormies. Si la stupidité était punissable d'un point de vue pénal alors une majorité de nos hauts responsables politiques devraient être mise en examen. Le premier conte de fées fut la privatisation des autoroutes ordonné par le gouvernement Villepin en 2005. 15 Milliards d'€ censés renflouer le déficit de l'État avec toujours la même morale en filigrane. "L'État ne sait pas faire, le privé oui" Tout le monde savait que le prix était sous dimensionné, il suffit de lire



les débats qui se sont tenus à l'assemblée nationale. Depuis les tarifs des autoroutes ont explosé (+ de 22% pour les automobilistes), les sociétés concessionnaires ont viré un maximum de personnel dans les péages au nom de la rationalisation.

Cela fait belle lurette que les sociétés se sont remboursées sur notre dos et dans le même temps les dividendes pour les actionnaires ont été multipliés par trois entre 2005 et 2013. La question de la prorogation devrait être posée, mais n'en doutons pas les mêmes trouveront un autre conte de fées à nous raconter.

Vous avez aimé les autoroutes alors vous allez adorer notre deuxième conte de fées avec l'écotaxe et la société ecomouv'.

Une écotaxe votée à la quasi-unanimité par le monde politique en 2007. L'abandon de celle-ci devrait coûter au bas mot la modique somme de 1,5 milliards d'euros

d'après "le canard enchaîné" du 15/10/2014. 800 millions d'euros pour l'investissement effectué par la société ecomouv' (les fameux portiques) + 160 millions d'euros de loyers non payés par l'État et cette société a déjà prévenu qu'elle réclamera plus de 500 millions d'euros de dommages et intérêts. A cela, il faudra ajouter un plan social pour les 170 salariés engagés par ecomouv' et le recasement de 170 douaniers affectés et formés à cette nouvelle mission. Pour répondre à cette gabegie et à la perte fiscale, le gazole a été augmenté de 2 centimes par litre, qui devra rapporter 700 millions d'euros par ans. On devait faire payer les camions et au final ce sont les ménages qui règlent la note.

Nous aurions pu continuer ce coup de gueule avec les fameux PPP (Partenariat Public Privé), une mécanique qui ressemble de plus en plus à un pillage organisé des ressources publiques par le capital rentier. Tout ceci fleure bon l'ancien régime quand le roi accordait des charges à ses courtisans. Au fait la dette publique vient de franchir 2000 milliards d'euros.

## NEWS POURRIE...

La CGT a le regret de vous informer de la disparation de 28 postes pour l'année 2015 en Charente-Maritime. Annonce faite par la direction au CTL du 15/10/2014.

### BULLETIN D'ADHÉSION

J'adhère à la CGT NOM : ..... Prénom : .....

Grade : ..... Echelon : ..... Temps partiel : si oui combien .....%

Lieu de travail : .....

Tél : ..... Adresse électronique : .....

Date : ..... Signature : \_\_\_\_\_

Envoyez à Mme Christine Le Clech S.I.E sis au 4 Crs Charles de Gaulle 17100 SAINTES

